



## Déclaration Finale

### Réunion du People's Health Movement Europe (PHM - Mouvement Populaire pour la Santé)

Istanbul, 24-25 Giugno 2017

#### Défendre les droits humains pour protéger la santé

Au cours de la dernière réunion de PHM Europe qui s'est tenue à Londres en octobre 2016, nous avons conclu d'un accord visant à apporter notre **solidarité à nos amis et collègues en Turquie (Turkish Academics for Peace) qui souffrent d'une grande répression** de la part du régime d'Erdogan pour la seule et unique raison de vouloir défendre le droit fondamental de la personne à la santé. Nous nous réunissons à Istanbul ce week-end pour dire tous ensemble que **l'accès au droit à la santé ne s'obtient que par la paix. Nous nous opposerons toujours aux guerres qui oppriment et tuent des innocents.**

En solidarité avec les Universitaires Turcs pour la Paix et tout les Turcs qui subissent cette répression politique pour faire valoir les Droits de l'Homme, **nous appelons les groupes et les individus de People's Health Movement (Mouvement Populaire pour la Santé) d'Europe et du monde à agir concrètement pour faire un travail de sensibilisation et soutenir la lutte pour les droits civils et politiques en Turquie.**

- **Partager des informations, attirer l'attention et soutenir les Universitaires Turcs pour la Paix (AFP) dans leur lutte pour récupérer leurs postes respectifs ainsi que leurs passeports et leur liberté de circulation:**
  - émettre des déclarations de solidarité et/ ou organiser des entretiens sur Skype avec AFP au cours de conférences académiques ou d'événements;
  - promouvoir des déclarations de solidarité d'universités, de syndicats, de groupes académiques et scientifiques etc.;
  - organiser des missions de solidarité et des événements en Turquie;
  - soutenir les demandes de Nuriye Gulmen et Semih Ozakca, deux licenciés de la fonction publique qui ont entamé une grève de la faim et sont maintenant détenus en prison dans des conditions de santé désastreuses et demander leur libération immédiate.
- **Apporter une aide concrète:**
  - offrir un soutien financier aux universitaires licenciés;
  - offrir des programmes d'enseignement à distance pour les jeunes étudiants, des postes d'enseignement à distance pour les doctorants et des postes dans des universités étrangères pour ceux qui peuvent voyager;
  - donner l'accès à des bases de données scientifiques aux universitaires licenciés;
  - inviter les universitaires turcs à partager leurs recherches au cours de conférences en personne ou par le biais de Skype.
- **Forger des alliances dans la lutte:**
  - Promouvoir le boycott des universités turques par les universités étrangères ayant un partenariat avec celles-ci.
  - Contacter des journalistes et organiser des entretiens et une plus grande couverture

médiatique.

- Ecrire au commissaire européen Johannes Hahn, responsable des négociations sur l'expansion de l'Union Européenne, qui se rendra en Turquie ce 6 juillet 2017.

## **S'opposer à la commercialisation de la santé en Europe**

Nous avons décidé de **continuer et de consolider la campagne pour un système de santé gratuit et ouvert à tous**. Cette campagne sera centrée autour du 7 avril, journée mondiale de la santé. 2018 marquera aussi le 40ème anniversaire de la déclaration d'Alma Ata et nous sommes prêts à faire du 7 avril une **journée mondiale de la santé pour les peuples en nous opposant à toute forme de marchandisation de la santé dans nos pays et à travers l'Europe**.

Les gouvernements nationaux ainsi que les institutions européennes doivent rendre des comptes. Par ailleurs, le renforcement de la solidarité internationale nous aidera à soutenir les luttes dans nos pays respectifs. Nous devons révéler au grand jour le rôle que joue l'Europe dans le processus de privatisation de la santé dans les pays à l'intérieur et en dehors de l'UE à travers le financement de programmes de réformes du secteur de la santé et par la promotion d'accords de libre-échange.

Les décisions qui suivent modèleront notre campagne pour la journée pour la santé des peuples :

- **Nous encouragerons l'échange d'informations et la création de réseaux entre les mobilisations** qui s'opposent à la privatisation de la santé afin de renforcer la solidarité internationale.
- **Nous nous mobiliserons dans nos pays respectifs pour soutenir les actions locales qui culmineront le 7 avril 2018**. Nous commencerons tout d'abord par participer à la [consultation en ligne](#) du réseau européen contre la commercialisation de la santé afin d'identifier les principaux thèmes sur lesquelles nous organiserons la lutte.
- **Nous chercherons à diversifier nos actions**: de la manifestation de rue à la recherche d'alliances avec des travailleurs du domaine de la santé, en passant par un travail d'influence sur les responsables des décisions concernant la santé afin qu'ils s'opposent aux mesures de privatisation ou encore en révélant le rôle prédateur des grosses entreprises (groupes hospitaliers privés et les sociétés d'assurances-santé privées) dans nos pays respectifs et dans le lobbying à l'échelle européenne.
- Nous chercherons à **forger des alliances avec des syndicats, des organisations et réseaux** qui sont prêts à partager notre programme d'action.
- Nous resserreront nos **liens avec les mobilisations dans les pays de la région méditerranéenne**.

## **Protégeons la santé des migrants et des réfugiés**

Nous avons reçu des nouvelles de la part de nos amis turcs de PHM de la **situation des migrants et des réfugiés en Turquie**. Le conflit dans la région ainsi que le manque de mesures adéquates de la part de l'Union européenne n'a fait qu'aggraver la situation.

Comme nous l'avons dit depuis le début, **l'accord de réadmission UE-Turquie est une politique néfaste qui a transformé la Turquie en une prison à ciel ouvert** louée par l'UE pour les réfugiés. **Quatre millions de personnes en Turquie sont privés de leurs droits en tant que réfugiés**. La majorité d'entre-eux vit dans des conditions déplorables au regard des déterminants sociaux de santé et ont un accès limité aux soins de santé. La situation des migrants sans papiers, dont le nombre croît rapidement, est encore pire en termes d'accès aux soins car on leur demande de payer des «frais touristiques» très élevés et ce même pour des besoins de santé essentiels.

La situation dans d'autres pays comme la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-uni présente des similitudes en termes de discrimination, de xénophobie, d'inégalités dans les déterminants sociaux de santé et d'accès à la santé.

En tant que PHM Europe :

- Nous **dénonçons l'approche des politiques migratoires dans notre région** fondée sur des mesures d'urgence, une vision capitaliste des migrants considérés comme des travailleurs bon marché et exploitables à souhait et une fausse perception qui tend à associer les mouvements migratoires et le terrorisme, entraînant la peur et la xénophobie.
- **Nous nous opposons aux centres de détention pour les migrants sans papiers**, dirigés de plus en plus par des sociétés privées à but lucratif comme G4S, dans lesquels les individus sont illégalement privés de leurs droits.
- **Nous demandons que les problèmes à la base des mouvements migratoires** (les accords commerciaux injustes, le réchauffement climatique, l'insécurité alimentaire, les conflits...) soient pris en compte.
- Nous nous engageons à **continuer de surveiller et d'informer sur la situation des droits des réfugiés et des migrants**.
- **Nous augmenterons l'échange de pratiques sur les engagements de la société civile** dans la protection et la promotion de la santé des migrants et des réfugiés au travers d'actions de solidarité, de plaidoyers, de la résistance et de la protestation.

#### Contact

Chiara Bodini (chiara@phmovement.org)

Porte-parole PHM Europe